



**HAL**  
open science

## Le libéralisme et les déchets de l'Occident

Alain Bernard

► **To cite this version:**

Alain Bernard. Le libéralisme et les déchets de l'Occident. François Collart Dutilleul. Penser une démocratie alimentaire (vol. I), Inida (Costa Rica), pp.47, 2013, 9782918382072. hal-00929890

**HAL Id: hal-00929890**

**<https://hal.science/hal-00929890>**

Submitted on 14 Jan 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## LE LIBERALISME ET LES DECHETS DE L'OCCIDENT\*

**Alain BERNARD,**  
Agrégré des Facultés de droit,  
Professeur à la Faculté pluridisciplinaire de Bayonne (CDRE)<sup>1</sup>.

La présente contribution s'inspire directement d'un ouvrage du philosophe italien Domenico Losurdo, récemment traduit en français, *Contre-histoire du libéralisme*<sup>2</sup>. Cet ouvrage aborde une question difficile : comment une civilisation qui prétend se fonder sur la liberté de l'individu aboutit à son contraire exact et nous enferme dans une « cage d'acier », selon l'expression célèbre de Max Weber<sup>3</sup>. L'auteur nous demande si un régime politique, celui des Etats-Unis d'Amérique par exemple, mérite le qualificatif de « libéral ». Alors qu'il se construit sur l'extermination des indigènes, l'esclavage, le colonialisme, l'exclusion systématique d'une partie de la population des droits politiques, l'eugénisme et la déportation.

Les représentations communes, et pas seulement la propagande impériale, conduisent à occulter les pages noires de l'histoire de l'occident et le fait, extrêmement dérangeant, que les icônes intellectuelles du libéralisme, John Locke ou Alexis de Tocqueville, ont souvent légitimé ces pratiques. L'ouvrage ne se contente pas de retracer l'histoire des idées, mais dans la perspective de l'école des Annales ou de celle de Cambridge<sup>4</sup>, il tente de saisir « le libéralisme en tant que mouvement, et les sociétés libérales dans leur réalité concrète » (p. 8). Autant dire qu'il prend à contre-pied l'hagiographie libérale, largement répandue, qui, à l'instar de Catherine Audard, met à l'actif des libéraux « la lutte contre les persécutions religieuses, contre l'esclavage et la ségrégation raciale, contre la terreur d'État et les génocides ou contre un protectionnisme économique qui appauvrit au lieu d'ouvrir des possibilités de

---

\* Cet article a été publié dans *Penser une démocratie alimentaire*, sous la direction de François Collart Dutilleul et Thomas Bréger, éd. Inida, Costa Rica, Volume I, 2013. Son titre fait référence à Claude Lévi-Strauss qui observait que les voyages montrent d'abord « notre ordure lancée au visage de l'humanité », *Tristes Tropiques*, Paris, Plon, 1955, p. 38.

<sup>1</sup> Le programme Lascaux est un programme européen entant dans le cadre du 7e PCRD - Programme spécifique "IDEES" – ERC (Conseil Européen de la Recherche) – *Grant agreement for Advanced Investigator Grant* (Sciences sociales, 2008). Il porte sur le nouveau droit agroalimentaire européen, examiné à l'aune des problématiques de la sécurité alimentaire, du développement durable et du commerce international. Il est dirigé par François Collart Dutilleul, professeur à l'Université de Nantes et membre de l'Institut universitaire de France (pour plus d'informations, consulter le site de Lascaux : <http://www.droit-aliments-terre.eu/>).

**Les recherches menant aux présents résultats ont bénéficié d'un soutien financier du Centre européen de la recherche au titre du septième programme-cadre de la Communauté européenne (7e PC / 2007-2013) en vertu de la convention de subvention CER n° 230400.**

<sup>2</sup> Paris, La Découverte, 2013, publié en italien à Rome en 2006.

<sup>3</sup> *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 2<sup>e</sup> éd., 1967, p. 224. Selon le texte le souci des biens extérieurs ne pèse sur les épaules des saints puritains que le poids d'un léger manteau, mais la fatalité, dit Weber, « a transformé ce manteau en une cage d'acier ». Par extension, l'expression s'appliquerait à la civilisation capitaliste comme système. Une traduction plus exacte serait celle « d'habitable dur comme l'acier ». Cf. sur ce point Michael LÖWY, *La cage d'acier. Max Weber et le marxisme wébérien*, Paris, Stock, 2013.

<sup>4</sup> Dans une littérature très abondante sur la question de savoir comment on écrit l'histoire, voir, en dernier lieu, Christophe CHARLE, *Homo historicus. Réflexions sur l'histoire, les historiens et les sciences sociales*, Paris, Armand Colin, 2013 ; contre une vision téléologique et donc anachronique de l'histoire des idées politiques, voir, par exemple, Quentin SKINNER, *Les fondements de la pensée politique moderne*, Paris, Albin Michel, 2009.



prospérité. Le libéralisme a inventé l'idiome moral de la politique moderne, celui des droits de l'homme et de la lutte pour la justice et la dignité, comme celui du développement économique en vue du bien-être de tous »<sup>5</sup>. Dans les faits, cette représentation relève de l'escroquerie intellectuelle et les premiers régimes politiques libéraux - Hollande, Angleterre ou États-Unis d'Amérique - se sont bien gardés de les mettre en œuvre, tout au contraire.

Pour le démontrer, Domenico Losurdo prend pour point de départ la guerre d'indépendance de l'Amérique, les colons britanniques refusent « d'être traités comme des nègres » et se révoltent contre la taxation des citoyens sans leur consentement explicite. De façon ironique, les adversaires de l'époque se livrent à une impitoyable démythification réciproque. Les anglais clament que « les plus bruyants avocats de la liberté sont les maîtres d'esclaves les plus durs et les plus méchants ». Les indépendantistes américains soulignent l'hypocrisie de leurs cousins qui participent sans vergogne à la traite des noirs, colonisent impitoyablement l'Irlande et traitent les pauvres comme du bétail.

Autrement dit, l'exigence d'égalité ne fait partie du programme libéral ni d'un côté de l'Atlantique ni de l'autre. Les esclaves rentrent dans la catégorie des choses. Les maîtres invoquent le droit de propriété pour s'opposer à toute idée d'abolition. Les indigènes ne connaissent pas un sort plus enviable. George Washington compare les indiens à des sauvages et à des bêtes féroces. Benjamin Franklin affirme que le plan de destruction d'un peuple qui adore le démon est un plan eugénique d'inspiration divine. Le Congrès ordonne donc son extermination. Pour charger la barque des anglais, les américains constatent que les célèbres *workhouses* constituent un gigantesque univers concentrationnaire qui permet la transformation en argent de la masse des pauvres (Bentham parle du « déchet de la population », de « matériel de rebut », expressions courantes sous les plumes libérales de l'époque, Sieyès, par exemple, décrit « la foule immense des instruments bipèdes, sans liberté, sans moralité, sans intellectualité »). Franklin ne manque pas non plus d'observer que l'armée anglaise adopte un régime esclavagiste : les officiers disposent d'un droit de vie et de mort sur les soldats. Car l'armée, particulièrement la marine, se nourrit des « gibiers de potence » très généreusement offerts par une justice pénale acharnée à multiplier les délits, tout particulièrement ceux qui répriment les atteintes à la propriété.

Constatons donc que la liberté revendiquée par les rebelles bénéficie seulement à une classe très restreinte de planteurs et de maîtres absolus. Le régime qui se met en place se réduit à une « démocratie pour le peuple des seigneurs » car il faut bien constater que « l'esclavage, dans sa forme radicale, triomphe aux siècles d'or du libéralisme et au cœur du monde libéral » (p. 49). Plus encore, l'ordre hiérarchique de la société apparaît comme la condition même du libéralisme et d'une classe sociale libérale : « la richesse et l'aisance dont elle jouit, et la culture qu'elle réussit par là à acquérir, renforcent la fière conscience de soi d'une classe qui tolère de moins en moins les abus, les intrusions, les ingérences, les limitations imposés par le pouvoir politique ou l'autorité religieuse. En se débarrassant de ces contraintes, le planteur ou le propriétaire d'esclaves développent un esprit libéral et une pensée libre » (p. 51). Car l'esprit du temps ou la féodalité comme origine de l'esclavage ne

---

<sup>5</sup> Catherine AUDARD, *Qu'est-ce que le libéralisme ? Éthique, politique, société*, Paris, Gallimard, 2009, p. 25.



peuvent pas servir de justification à cette pratique sociale. L'esclavage avait été condamné par l'Eglise depuis le IXe siècle<sup>6</sup>. En France, le Code noir de 1685 vise à donner un statut juridique aux esclaves des Antilles où il avait été introduit par des marchands hollandais. Les colons luttent pour se libérer de ces tutelles et se prétendent donc « combattants de la liberté ». De la liberté d'exploiter à leur guise. Ils ne cherchent pas le bonheur de l'humanité.

Or la défense féroce de la propriété n'est jamais si bien assurée que lorsque les propriétaires monopolisent le pouvoir . Cette démocratie restreinte trouve pléthore de justifications chez ceux qui passent pour les pères fondateurs du libéralisme. John Locke, par exemple, affirme que les pauvres ne font pas partie de la société civile car elle a pour fin principale la défense de la propriété. Montesquieu développe une idée voisine : « il y a toujours dans un État des gens distingués par la naissance, les richesses ou les honneurs : mais, s'ils étaient confondus parmi le peuple, et s'ils n'y avaient qu'une voix comme les autres, la liberté commune serait leur esclavage, et ils n'auraient aucun intérêt à la défendre, parce que la plupart des résolutions seraient contre eux. La part qu'ils ont à la législation doit donc être proportionnée aux autres avantages qu'ils ont dans l'État » (p. 284).

Voilà un enseignement majeur du livre : le libéralisme ne suppose pas le retrait de l'Etat. Tout au contraire, la « démocratie des seigneurs » fondée sur le « *white power* » s'accompagne d'un renforcement considérable de la contrainte sociale, particulièrement juridique, sous la forme, en premier lieu, d'un développement d'un appareil répressif démesuré et impitoyable. Ceux qui s'indignent avec virulence du despotisme jacobin ou monarchique saluent avec enthousiasme le despotisme domestique ou colonial permettant d'élever les barbares à la civilisation et à la paix. Tocqueville célèbre donc comme « empire de la démocratie » le premier Etat racial de l'histoire.

La distinction entre la sphère politique et les rapports privés permet de surmonter la contradiction. Le droit de propriété, fournit un argument puissant pour s'opposer au projet d'abolition de l'esclavage. La hiérarchie est claire : lorsque l'égalité rentre en conflit avec une autre valeur, liberté, propriété ou sécurité (la lutte contre le terrorisme, par exemple), l'égalité doit céder dit Jeremy Bentham (p.229). Ainsi, un ordre fondamentalement inégalitaire se construit par l'usage de catégories et de hiérarchies diverses.

La religion se trouve au fondement du système inégalitaire. La référence au « peuple élu » et à la bible est constamment présente dans le discours des colons. Pas pour prêcher l'amour universel, mais en écho aux passages des pages les plus sanglantes du peuple d'Israël. Les blancs prennent possession de la terre promise et la Bible donne l'exemple, avec Jéricho ou Sodome, de l'extermination totale, homme et nature, au cours de cette guerre sainte (p. 345). Albert Beveridge, sénateur américain, au début du XXe siècle poursuit cette tradition : « la disparition des civilisations inférieures et des races décadentes devant l'avancée des civilisations supérieures formées des types les plus nobles parmi les hommes fait partie de l'imprescriptible plan du Tout-Puissant » (p. 373).

---

<sup>6</sup> Le pape Jean VIII en septembre 873 dans sa lettre *Unum est* au prince de Sardaigne. L'interdiction a été renouvelée par le pape Paul III dans la lettre *Veritas ipsa* à l'archevêque de Tolède en 1537.



Les religions du livre, mais aussi la religion des philosophes des Lumières, celle du progrès et de la civilisation, conforte ces pratiques. La loi de l'évolution des espèces viendrait confirmer la suprématie blanche. Les libéraux européens, en rupture avec un courant important des Lumières françaises<sup>7</sup> n'ont aucun doute sur la domination que la « race » européenne aurait pour vocation d'exercer sur la planète entière. John Stuart Mill écrit que « le despotisme est un mode légitime de gouvernement quand on a affaire à des barbares », « tout souverain plein de l'esprit du progrès est autorisé à se servir de tous les expédients pour atteindre ce but ». Il s'agit d'éduquer les sauvages au travail continu, fondement de toute civilisation. L'esclave n'aurait pas de quoi se plaindre, puisque cette condition le tient « un pas en avant du sauvage » (pp. 454 et 455). A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle « le mythe généalogique teutonique remporte un grand succès » (p. 301). Un axe libéral et darwiniste va des Etats-Unis à l'Angleterre et à l'Allemagne. Les représentants de ce courant ont tendance à considérer que les latins sont des perdants, à expliquer leur succès comme l'œuvre de la sélection naturelle qui opère à l'intérieur de chaque société mais aussi au niveau international.

La construction de l'indifférence au sort d'autrui se fonde ensuite sur les divisions des sphères d'existence, une autre forme de « désencastrement » selon l'expression de Polanyi. La séparation la sphère politique et la société civile se trouve au fondement de la pensée libérale. Il y aurait, d'un côté, la sphère politique, réservée aux hommes véritablement libres, donc propriétaires, chargés du destin commun. Et de l'autre, la sphère civile dominée par la propriété et les rapports privés. Dans les rapports de travail, la bourgeoisie libérale ne tolère pas l'intervention du pouvoir politique. L'opposition à la législation sur les pauvres ou sur le travail des enfants tire ainsi argument de la destruction de l'équilibre voulu par la nature puisque la lutte pour la survie sélectionne les éléments les plus forts. L'Etat ne doit en aucune façon intervenir dans cette sorte de jugement de Dieu car la société civile relève de l'auto gouvernement.

*De la démocratie en Amérique*, au chapitre X du tome premier, fournit un bon exemple de ce type de désencastrement de la sphère politique de la sphère sociale. Après avoir mené une analyse en termes politiques - le développement de « l'égalité des conditions » qui conduit à l'affirmation d'une « immense et complète démocratie » - Tocqueville écrit « la tâche principale que je m'étais imposé est maintenant remplie ». « Faire le portrait » de la démocratie ne supposait pas de parler des « Indiens et des nègres ». Pourtant, pour satisfaire un lecteur un peu curieux, il ajoute « quelques considérations sur l'état actuel et l'avenir probable des trois races qui habitent le territoire des Etats-Unis »<sup>8</sup>.

---

<sup>7</sup> Voir, notamment, l'ouvrage célèbre paru, sans nom d'auteur, à Amsterdam en 1770, *Histoire philosophique et politique des Etablissements de Commerce des Européens dans les deux Indes*. La direction en est attribuée à l'abbé Guillaume-Thomas RAYNAL et Denis DIDEROT. Il faut dire que la dénonciation de l'extermination des Indiens et de la traite des noirs est plus facile depuis la France de l'époque que la guerre de sept ans a privé d'une bonne partie de ses colonies. Avec la reprise de l'expansion coloniale, les libéraux français du XIX<sup>e</sup> siècle vont perdre le goût du dialogue des cultures. Tocqueville en fournit un bon exemple. Il pense que la Chine est dotée d'un gouvernement imbécile et barbare. Comme ministre des affaires étrangères, il approuve une politique brutale de colonisation en Algérie. Il écrit « en ce moment nous faisons la guerre d'une manière beaucoup plus barbare que les Arabes eux-mêmes. C'est quant à présent, de leur côté que la civilisation se rencontre ». Il conclut pourtant « ce sont là, suivant moi, des nécessités fâcheuses, mais auxquelles tout peuple qui voudra faire la guerre aux Arabes devra se soumettre », *Sur l'Algérie*, Paris, Flammarion, 2003, p. 112

<sup>8</sup> Alexis DE TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Garnier-Flammarion, 1981, tome I, p. 426.



Autrement dit, si l'égalité des conditions sert de critère à la démocratie, il faut, à considérer le statut civil des opprimés, conclure que l'Amérique est aux antipodes de la démocratie. Pourtant ce syllogisme élémentaire ne traverse pas l'esprit de l'auteur. Malgré cet aveuglement, assumé, aux conditions sociales, les libéraux d'aujourd'hui font de Tocqueville un des pères fondateurs de la sociologie<sup>9</sup>. Une démarche identique conduit à la construction du marché comme modalité d'expression de l'auto-gouvernement de la société civile. Or « la célébration de la spontanéité du marché se révèle très naïve sur le plan philosophique, comme si sa configuration historiquement déterminée n'était pas le résultat de l'action politique ! » (p. 317).

Le dernier chapitre du livre, « Le libéralisme et les catastrophes du XX<sup>e</sup> siècle », apporte une contribution importante à un débat ouvert au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par Hannah Arendt<sup>10</sup>. Comme elle, l'auteur souligne la continuité entre le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle : « caractériser les catastrophes du XX<sup>e</sup> siècle comme une sorte de nouvelle invasion barbare qui agresse et chamboule à l'improviste une société saine et heureuse » paraît relever « d'un discours totalement imaginaire » (p. 381). Croire que nous avons définitivement chassé nos démons serait une erreur impardonnable après la lecture du philosophe italien. Trois intellectuels renommés peuvent écrire, dans un rapport destiné à la Commission Trilatérale<sup>11</sup>, que « le système démocratique suppose une certaine dose d'apathie et de désengagement de la part de certains individus et de certains groupes ». Il faudrait donc préserver les « valeurs aristocratiques » car « il y a une limite désirable à l'extension de la démocratie politique »<sup>12</sup>. L'éloge du marché et « de la suprématie blanche » continue d'inspirer le libéralisme dans sa forme « néo » qui n'invente rien et ne change rien à ses convictions originelles<sup>13</sup>.

Dernier enseignement, Domenico Losurdo dévoile la lettre volée que nous avons sous les yeux. Pour parler de mon expérience, je connaissais bien, me semblait-il, les textes canoniques que l'auteur utilise pour sa démonstration. Notamment ceux de Locke ou de Tocqueville pour les avoir encore explorés dans une recherche récente pour le Programme Lascaux. Pourtant bon nombre des implications m'avaient échappées. J'avais lu avec un intérêt « ethnologique » les passages consacrés aux indiens par Tocqueville. Amusé par exemple, par le contraste que l'auteur relève entre les anglais et les français. Ces derniers, dit-

---

<sup>9</sup> Voir Raymond ARON, Idées politiques et vision historique de Tocqueville, *Revue française de science politique*, 1960, n° 3, p. 509. Sur cette « invention », voir Roland LARDINOIS, L'invention de Tocqueville, *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 135, déc. 2000, p. 76.

<sup>10</sup> *Les origines du totalitarisme*, Paris, Gallimard, 2002. Voir, par exemple, Zygmunt BAUMAN, *Modernité et Holocauste*, Paris, Complexe, 2008, ou encore R. GERWARTH et S. MALINOWSKI, L'antichambre de l'Holocauste, *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, 2008/3, n° 99, p. 143 et s.

<sup>11</sup> Structure de droit privé néerlandais, la Commission a été fondée en 1972 à l'initiative de David Rockefeller. Elle réunit des hommes de pouvoir et d'influence des Etats-Unis, d'Europe et d'Asie. A l'exemple d'autres structures plus ou moins publiques, comme les rencontres de Davos ou le groupe Bilderberg, la Commission permet aussi aux puissants d'exercer leur domination sur les organes politiques et d'opinion. L'ouvrage cité à la note suivante constitue l'acte fondateur du groupement.

<sup>12</sup> Michel CROZIER, Samuel HUNTINGTON et Joji WATANUKI, rapport pour la Trilatérale, *The Crisis of Democracy*, 1975, disponible en anglais sur internet, pp. 114 et 115, traduit par moi.

<sup>13</sup> Keith DIXON, Le « groupe de Saint Andrews ». Aux origines du mouvement néolibéral britannique, in Jean-Louis FOURNEL, Jacques GUILHAUMOU, Jean-Pierre POTIER (dir.), *Libertés et libéralisme. Formation et circulation des concepts*, Lyon, ENS Editions, 2012, p. 407 et s.



il, sont de mauvais colonisateurs car ils ont adopté le mode de vie des indigènes « au lieu de donner aux barbares le goût et les habitudes de la vie civilisée, ce sont eux qui se sont attachés avec passion à la vie sauvage »<sup>14</sup>.

L'illusion scolastique s'ajoute à la séduction de l'anecdotique pour égarer le mauvais lecteur que je suis. Cette « illusion scolastique » incline, écrit Pierre Bourdieu, « à mettre en suspens les exigences de la situation, les contraintes de la nécessité économique et sociale, et les urgences qu'elle impose ou les fins qu'elle propose »<sup>15</sup>. L'étude du libéralisme développe particulièrement cette pathologie intellectuelle car elle se fonde sur une lecture répétée à chaque génération de textes canoniques. Nous autres juristes français connaissons bien le mécanisme qui consiste à « construire des pyramides sur des têtes d'épingle », disait Jean Carbonnier à propos du droit de la responsabilité civile. Or un auteur comme John Locke et sa théorie de la propriété privée individuelle, droit naturel, fondée sur le travail, produit des constructions intellectuelles incroyablement sophistiquées, échevelées voire délirantes, chez les philosophes, les économistes ou les spécialistes des idées politiques. Domenico Losurdo dégonfle d'un petit coup d'épingle la baudruche de ces constructions imaginaires. Il rappelle que Locke était actionnaire de la *Royal African Company* et qu'il a été secrétaire du Council of Trade and Plantations. La question qui se posait à lui, comme homme politique et comme intéressé au commerce outre-mer, est beaucoup plus prosaïque. Le chapitre V, *De la propriété des choses*, du *Traité du gouvernement civil*<sup>16</sup>, devrait plutôt s'intituler De l'expropriation. Car il s'agissait de justifier la captation des terres des indigènes par les colons. L'argument du travail, donc de la mise en culture de terres laissées en friche par des indigènes aussi incultes que leurs terres, relève de la fausse généralité et de l'opportunisme argumentatif. Quant à la question de savoir si le droit de propriété relève du droit naturel ou pas, elle ne présente aucun intérêt à notre époque et depuis David Hume au moins<sup>17</sup>, qui croit encore au droit naturel ?

A en croire Marcel Gauchet, il n'y a pas de politique libérale, il n'y a qu'une critique libérale du politique, qui ne serait que « la doctrine même du monde moderne »<sup>18</sup>. Critique libérale du politique à la disposition des mieux dotés en capital qui réclament deux choses : d'une part, la maîtrise de la sphère politique ; d'autre part, la liberté d'action la plus étendue dans la sphère civile, économique notamment. En matière de commerce international, le même mécanisme joue à plein, mais de façon plus discrète. L'apparente démocratie des organisations internationales camoufle de purs mécanismes de force et d'intérêt des agents les plus puissants et les plus féroces.

Claude Lévi-Strauss écrivait à propos des voyages - « coffrets magiques aux promesses rêveuses » - qu'ils nous confrontaient « aux formes les plus malheureuses de notre existence historique ». Car « l'ordre et l'harmonie de l'Occident exigent l'élimination d'une

---

<sup>14</sup> Alexis DE TOCQUEVILLE, préc., tome I, p. 442, note n° 17.

<sup>15</sup> *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, 24.

<sup>16</sup> J'utilise la traduction de David MAZEL, avec une présentation très utile de Simone GOYARD-FABRE, Paris, Garnier Flammarion, 1984, page 193 et s.

<sup>17</sup> Voir sur ce point Eléonore LE JALLE, La propriété comme « relation morale » : Hume critique de Locke, in Blaise BACHOFEN (dir.), *Le libéralisme au miroir du droit. L'Etat, la personne, la propriété*, Paris, ENS éditions, 2008, p. 77.

<sup>18</sup> *L'Avènement de la démocratie*, tome 2, *La Crise du libéralisme, 1880-1914*, Paris, Gallimard, p.299.



masse prodigieuse de sous-produits maléfiques ». Et il disait « ce que d'abord vous nous montrez, voyages, c'est notre ordure lancée au visage de l'humanité »<sup>19</sup>. Le voyage historique proposé par Domenico Losurdo conduit au même constat et au dégoût de soi comme occidental. Et si la liberté internationale du commerce faisait partie des « ordures » jetées par notre civilisation à la face de l'homme ?

---

<sup>19</sup> Tristes Tropiques, Paris, Plon, 1955, p. 38.